

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé

Département(s)	Présidence	Date	1 ^{er} février 2024
Numéro	24.111	Heure	12h03

Auteur-e(-s) : Romain Dubois

Titre : Notre démocratie menacée par le torpillage des médias

Contenu (questions posées au Conseil d'État) :

Le Conseil d'État est prié d'expliquer au Grand Conseil le regard qu'il porte sur les crises actuelles dans le domaine des médias (suppression massive de postes à ESH Médias et dans d'autres médias, attaques contre la société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR)...) et la manière dont il entend agir pour conserver un tissu médiatique impartial et de qualité dans notre canton. En particulier :

1. Comment explique-t-il son soutien au « projet Rösti » de baisse significative de la redevance SSR ?
2. Comment se prononce-t-il sur la mécanique, sulfureuse d'un point de vue démocratique, revenant à ne pas laisser le choix au peuple de maintenir le service public actuel en annonçant que si l'initiative anti-SSR est refusée, la redevance sera tout de même baissée ?
3. Entend-il agir face à de potentielles suppressions massives de postes dans nos médias locaux à très brève échéance, notamment sous l'angle du droit du travail ?
4. Estime-t-il pertinent de légiférer au niveau cantonal pour assurer l'existence de médias impartiaux et de qualité dans notre canton ?
5. Dans le cas contraire, se contentera-t-il d'assister en spectateur à la déliquescence progressive du paysage médiatique dans notre canton et ainsi à l'affaiblissement de sa démocratie ?

Développement (commentaire aux questions) :

L'annonce faite par ESH Médias de la suppression de 40 postes est une menace directe pour les employé-e-s concerné-e-s et l'accès de la population à une information libre. En réduisant constamment les effectifs, les groupes de presse mettent sous pression le personnel. La qualité et l'impartialité de l'information et du travail journalistique ne peuvent être assurées que par des conditions de travail correctes pour les employé-e-s des médias, déjà menacées par les cures d'amaigrissement successives qui leur sont imposées. L'accès à l'information est un gage indispensable d'une démocratie qui fonctionne.

L'annonce d'ESH Médias ne fait qu'augmenter le nombre de postes supprimés depuis plusieurs mois au sein de différents groupes d'information. Depuis septembre, ce ne sont pas moins de 158 postes qui sont ainsi appelés à disparaître. Ces décisions regrettables s'inscrivent dans un contexte où tous les pans de l'information sont malmenés. Cette tendance amène ainsi les médias à dépendre toujours plus de dynamiques marchandes (« publireportages », liberté éditoriale malmenée, journaux servant de moyens de propagande à de fortunés politiciens...) menaçant leur précieuse impartialité.

Dans ce contexte, il est essentiel que le service public puisse assurer une information de qualité. Il apparaît ainsi logique que le canton combatte les attaques contre la redevance radio-télévision, de même que la proposition du Conseil fédéral de réduire la redevance, qui ne constituent que des coups de butoir supplémentaires contre une information pour toutes et tous. Nous avons ainsi appris avec stupeur le soutien du Conseil d'État à une baisse significative de la redevance SSR à une période où l'on devrait plutôt réfléchir à des outils urgents pour faire face à ce péril pour notre démocratie.

Souhait d'une réponse écrite : NON

Demande d'urgence : OUI

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Romain Dubois

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Margaux Studer		